

Une entrevue avec Jacques Proulx Sous les pavés, la terre

Pierre de Billy

Number 78, Fall 1998

Territoire et identité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/16319ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (print)

1923-2543 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

de Billy, P. (1998). Une entrevue avec Jacques Proulx : sous les pavés, la terre. *Continuité*, (78), 21–24.

UNE ENTREVUE AVEC JACQUES PROULX

Sous les pavés, la terre

Reprenant l'aphorisme de son collègue français Raymond Lacombe, qui lui-même s'inspirait du slogan de Mai 68, Jacques Proulx, président de Solidarité rurale du Québec, clame haut et fort :

« Sous les pavés, la terre ». Un rappel qu'il n'y a pas de pays sans campagnes, qu'une culture ne vit pas sans racines. Sept ans après les États généraux du monde rural, qui avaient sonné l'heure du renouveau, un regard sur le chemin parcouru.

Par Pierre De Billy

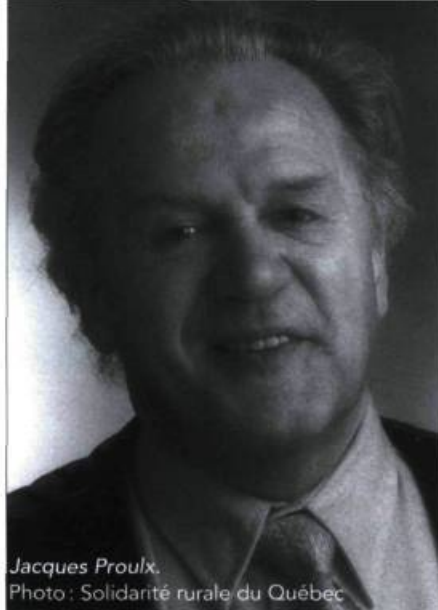
Jacques Proulx est président de Solidarité rurale du Québec depuis la fondation de l'organisme en 1991. Il fut également président général de l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA) de 1981 à 1993, puis de la Corporation de développement international au sein de ce même organisme de 1992 à 1996. Incarnant, avec son fort accent du terroir et ses manières simples, l'esprit paysan, M. Proulx étonne ses interlocuteurs par sa vaste culture et sa connaissance de la géopolitique mondiale. Son activisme pai-

sible doublé d'un solide bon sens en ont fait le porte-étendard du Québec rural et une figure médiatique courue. Il incarne, dans l'esprit des Québécois, la sagesse paysanne et le pragmatisme d'un homme resté près de ses racines.

Continuité : Jacques Proulx, vous avez accepté, voilà déjà sept ans, la présidence de Solidarité rurale. Parlait-on déjà à ce moment de mal rural ?

Jacques Proulx : Pas de mal rural, mais bien de crise. Une grave crise structurelle touchant les hommes et la nature. Nous émergions alors d'une période de morosité consécutive aux soubresauts des

Paysage de Charlevoix.
Photo : François Rivard



Jacques Proulx,
Photo : Solidarité rurale du Québec

années 1980. Le découragement, la lassitude étaient palpables dans nos campagnes. On découvrait alors que nous vivions dans un Québec double : d'un côté, des régions quasi exsangues, de l'autre, des villes s'appauvrissant de jour en jour. Dans ce climat de désespoir tranquille, les gouvernements ne savaient trop que faire. On était, semblait-on, pris de court, en panne d'initiative. C'est dans ce contexte que l'UPA a convoqué les syndicats, les politiciens, les mouvements coopératifs et des représentants des citoyens à une vaste réflexion. Ce furent les États généraux du monde rural qui ont mené à un document-phare qui fera date dans l'histoire du Québec, la *Déclaration du monde rural* dans laquelle nous appelions formellement à refuser le discours de ceux qui considèrent la désertification du monde rural comme une fatalité. Ces intentions étant posées, nous devons nous assurer qu'elles ne restent pas lettre morte. Solidarité rurale a d'abord été fondée comme un comité de suivi. Depuis, l'organisme a acquis un statut de groupe-conseil, d'interlocuteur privilégié.

C. : *Le Québec a connu nombre de grands chantiers comme celui-là. Les résultats probants n'ont pas toujours suivi. Ces grands remue-ménages peuvent-ils vraiment changer les choses ? Huit ans après, le monde rural n'est pas tiré d'affaires...*

J. P. : Ah ! mais on a fait un méchant bout de chemin depuis ! Les États généraux ont déclenché une vaste opération « fierté » dont on ne finit plus de mesurer les retombées. Des milliers de gens ont retroussé leurs manches et les gens des régions ont commencé à se réapproprier leur milieu, à prendre leur destinée en main. J'estime

qu'on a tourné une page à ce moment, celle d'une époque où on laissait toute l'initiative du développement aux gouvernements et à la grande industrie. Nous avons aussi découvert une multitude de richesses cachées et sous-exploitées : faune, flore, loisirs et tourisme. De belles forêts, pas que du bois debout, des montagnes et des rivières qui sont énormément plus que des réserves hydroélectriques ou des gisements miniers. On a fait émerger tout ça, mais surtout, on a ravivé l'espoir. Dans la désespérance, rien n'est possible, parce que les communautés dans cet état demeurent sans force et sans courage.

C. : *Comment en sommes-nous arrivés à ce découragement généralisé ?*

J. P. : Les ruraux se sont laissés déposséder par l'économie libérale et ses logiques de production au moindre coût, d'exploitation massive des ressources et de concentration des moyens de transformation. Ce qui est payant est pillé sans vergogne au détriment du reste. L'esprit comptable des technocrates est antisocial et ruineux pour les municipalités rurales. Je ne parle d'ailleurs pas que de l'entreprise privée, mais aussi des gouvernements qui dévitalisent les communautés en fermant les bureaux de poste et les écoles. Vous me ferez pas croire qu'y a pas moyen d'économiser les deniers publics autrement qu'en démantelant les services !

C. : *Pourtant, dit-on, la nouvelle donne mondiale, la globalisation impose des conditions...*

J. P. : Une petite minute ! Qu'on cesse de nous seriner des formules ronflantes : développement économique par-ci, compétitivité par-là. Parlez-nous du développement des communautés, parlez-nous de rentabilité sociale. On ne crée pas de qualité de vie avec le pillage, on n'entretient pas la fierté en plaçant les régions en concurrence les unes avec les autres. Et on appelle ça du développement régional ! La réalité, c'est que des régions qui possèdent de grandes richesses forestières ou hydroélectriques les voient s'envoler ailleurs sans toucher aucuns dividendes, tout juste si elles y gagnent quelques emplois précaires. À Solidarité rurale, nous avons élaboré un principe de redevances que nous aimerions voir appliqué dans le futur. Principe simple qui revient à dire : « Vous voulez les ressources de la région ? Prenez sans dévaliser, en redonnant à la communauté la part qui lui revient dans des proportions équitables. »

C. : *En février dernier, vous avez enfourché un nouveau cheval de bataille en faisant du patrimoine le thème de la septième conférence nationale de Solidarité rurale.*

J. P. : Cette conférence annuelle portant sur le patrimoine vient d'une réflexion : Qui mieux que les populations rurales, nous sommes-nous dit, peut jouer le rôle de gardien de nos traditions et de notre héritage commun ?

C. : *En effet. On ne peut toutefois pas dire que ce rôle de gardien a toujours été joué de façon exemplaire...*

J. P. : Et on a réalisé à Rimouski en février que tout reste à faire. Des fois, je me dis qu'on est en prémamanelle en cette matière au Québec. Mais laissez-moi te parler une minute de la petite maison qui se trouvait sur une de mes terres. C'était un maudit bel exemple d'habitation de ferme. Construite par des mains habiles avec l'ingéniosité pratique de nos habitants. J'avais besoin de la terre cultivable autour et je n'arrivais pas à louer la maison. Un jour, je l'ai démolie, contribuant personnellement à la perte d'un élément patrimonial. Et tant qu'à faire place nette, je me suis débarrassé du vieux poêle de ma mère, un magnifique Bélanger avec des ornements en cuivre ouvré beaux comme des sous-neufs. Quand j'y repense, je me donnerais des coups de pied au derrière. C'était il y a quelques années et le Québec entier – et moi avec – était à faire table rase du passé pour se tourner vers la modernité, le progrès dont nous espérions tant. Si, aujourd'hui, je suis plus conscientisé, je ne fustige pas pour autant les citoyens qui n'ont pas encore saisi l'importance de la conservation de nos joyaux patrimoniaux. Ça prendra encore un peu de temps et beaucoup d'efforts pour convaincre notre monde. On peut pas entrer ça à coups de masse dans la tête des gens.

C. : *Cela dit, vous êtes tombés d'accord sur une définition du patrimoine qui va beaucoup plus loin que les meubles et immeubles.*

J. P. : Les pistes d'action que nous avons élaborées concernent aussi bien les ressources naturelles que les patrimoines génétiques animaux, les productions artisanales ou encore les ressources culturelles intangibles comme les traditions orales et les savoir-faire. C'est tout ça le patrimoine, et tout ça est menacé. Pourtant, la valorisation de ces éléments offre de véritables



Les bâtiments agricoles anciens sont souvent les premiers à disparaître, faute d'entretien. Pourtant, leur architecture et leurs matériaux témoignent d'un art de construire en milieu rural au cours des derniers siècles.

Photo : François Rivard

possibilités socioéconomiques. En un mot comme en mille, y a de l'argent là-dedans en plus!

C. : Vous attendez beaucoup du développement des produits du terroir qui est ressorti du Sommet sur l'agroalimentaire de mars 1998?

J. P. : Ce volet que nous avons mis de l'avant à Saint-Hyacinthe cette année nous demande beaucoup d'énergie, mais il est extraordinairement prometteur. La demande de produits frais et authentiques est très forte chez les consommateurs et nous tenons là un moyen rêvé de mettre en valeur les ressources des régions tout en préservant, dans plusieurs cas, des modes de culture, de fabrication et de transformation traditionnels. Pour le moment, nous sommes à caractériser, à pratiquer une nécessaire sélection.

C. : Il est vraiment nécessaire, cet inventaire?

J. P. : Ben, c'est de valeur pour certains producteurs, mais le steak d'autruche peut pas être considéré comme un produit du terroir. En Afrique du Sud peut-être, mais chez nous on verra dans quelques décennies. Ayant posé quelques repères essentiels, nous ne serons pas pour autant restrictifs. Les bardeaux de cèdre, les usages de la résine de sapin, les produits de boulangerie, nous ratissons large et restons ouverts à de belles découvertes. Ni passéisme, ni idéologie « granola », mais une utilisation optimale des fabuleuses possibilités de notre terroir.

C. : En ce qui concerne l'héritage bâti, vous avez, au sein même de votre municipalité, mis l'épaule à la roue pour sauvegarder des ensembles patrimoniaux.

J. P. : À Saint-Camille, le vieux presbytère était menacé de démolition, parce qu'on manquait de ressources financières pour le maintenir en état. Du moins, c'est ce qu'on croyait. Parce que c'était pas d'argent dont on avait besoin, mais d'un peu de volonté et d'imagination. On a mis sur pied une corporation à but non lucratif, on a acheté et on est à le reconvertir en résidence pour nos personnes âgées.

C. : Ce sont les complexités des démarches qui font reculer les citoyens lorsque de semblables périls menacent les bâtiments patrimoniaux?

J. P. : Je peux pas croire! C'est même pas vraiment ardu; y a même pas de risque financier! Non, le problème n'est pas que ce soit compliqué, mais plutôt que ce soit perçu comme tel. On fait des montagnes, alors qu'il suffit d'un peu de temps et de bonne volonté. Nous, on le savait, car notre groupe avait déjà procédé au sauvetage du magasin général de la rue Miquelon, voilà quelques années. Depuis, on a vendu à une coop d'animation culturelle animée par des jeunes. Coup double: on a préservé un élément patrimonial tout en promouvant un projet structurant pour la communauté. De plus, nous nous trouvions à ouvrir le chemin pour la tenue du salon du patrimoine de Saint-Camille, dont nous inaugurons cet été la première édition.

C. : Vous avez terminé en juillet dernier une vaste tournée de consultation que vous avez intitulée la Corvée d'idées pour le monde rural. Une longue « run de lait », comme vous l'avez décrite, et

qui vous a mené à rencontrer les intellectuels et les représentants des institutions québécoises, mais aussi les citoyens...

J. P. : Surtout et avant tout ceux-là. La Corvée d'idées, c'est le meilleur moyen que nous avons trouvé pour préparer l'avis dont le gouvernement nous a fait commande pour orienter la future politique de développement rural. Nous avons donc parcouru le Québec de long en large, tenant nos assises dans près d'une cinquantaine de communautés.

C. : Pouvons-nous d'ores et déjà établir des constats, dresser un bilan de ces rencontres?

J. P. : Nous mettrons un certain temps à digérer tout ça. Nous sommes à extraire la substance de la masse de mémoires déposés et d'interventions recueillies au fil de la tournée. Posons dès le départ que nous avons atteint nos objectifs d'orienter notre monde sur l'action à partir de la réflexion. On avait bien fait attention aussi de ne pas arriver avec un document tout fait que les participants se seraient acharnés à démolir comme ça arrive trop souvent dans ce type d'exercice. L'idée n'était pas de débarquer en disant: «Voici, nous avons des idées de projets pour vous», mais plutôt de solliciter des idées, d'écouter au lieu de pérorer et de faire des protocoles. Toutes les imaginations étaient les bienvenues, car l'histoire nous a appris que des concepts qui semblaient au départ farfelus se sont avérés prometteurs pour l'avenir. Ce fut aussi l'occasion de palper la détresse du monde rural, mais nous avons surtout constaté sa détermination à secouer le défaitisme et le misérabilisme.

C. : En somme, vous êtes optimiste pour l'avenir du Québec rural?

J. P. : Pas de quoi me mettre à danser, mais je dirais oui, parce que je sais maintenant que malgré l'urbanisation galopante de notre monde, les villes auront toujours besoin des campagnes, entre autres parce qu'elles sont les gardiennes de l'identité des peuples. C'est dans cet esprit que nous avons choisi notre slogan: *Tant vaut le village, tant vaut le pays*. Ainsi que me le disait mon ami Raymond Lacombe, qui a été président de la Fédération nationale des Syndicats d'exploitants agricoles de France: «Sous les pavés, la terre».

■
Pierre De Billy est journaliste indépendant.